

<https://journal.alternatives.ca/?Cuba-a-la-croisee-des-chemins>



À la une

Cuba, à la croisée des chemins

- Journal des Alternatives - Journal des Alternatives - 2006 - Volume 13 - No. 03 -

Date de mise en ligne : jeudi 2 novembre 2006

Copyright © Le Journal des Alternatives - Tous droits réservés

Au cours de l'été, le retrait momentané du président Fidel Castro de la vie politique active de son pays a relancé une fois de plus le débat sur l'avenir de la Révolution cubaine. Pendant que les groupes anticastristes de Miami, soutenus par Washington, déversaient leur hargne habituelle contre Cuba, bon nombre d'observateurs signalaient à juste titre que malgré les incertitudes de « l'après-Fidel », le système politique cubain était déjà en pleine mutation. Depuis une quinzaine d'années, plongé en pleine crise avec l'éclatement de l'URSS, le gouvernement cubain a fait les compromis économiques nécessaires avec « la période spéciale » pour permettre à la société de respirer un peu mieux.

Contrairement aux pays de l'Est, Cuba ne s'est pas écroulée comme un château de cartes. En outre, depuis quelques années, la crise a fait place à une véritable « résurrection politique » de Cuba sur le continent latino-américain. Au profit des « nouvelles gauches », la Havane a repris du galon se plaçant au centre d'un nouveau mouvement anti-impérialisme et anti-néolibéral. La « Révolution » survira-t-elle à son bâtisseur ? Une chose est souhaitable, c'est que la transformation se fasse de l'intérieur, sans ingérence ni contrainte de l'extérieur.

Des réformes majeures

Il faudrait être bien naïf pour penser que cet héritage repose exclusivement sur les épaules d'un seul homme. Fidel Castro reconnaît lui-même, dans un entretien accordé à Volker Skierka, que « [sa] succession est non seulement préparée, mais [qu'] elle fonctionne déjà depuis un certain temps. [...] la vie du pays est entre les mains de très nombreux jeunes et du groupe un peu moins nombreux de vétérans de la révolution ». C'est cette nouvelle génération de dirigeants qui a mis en place les réformes qui ont permis de traverser les années 1990.

La fin de la guerre froide avec la disparition soudaine de l'URSS allait considérablement changer la donne pour ce pays où la majeure partie des relations commerciales était orientée vers les pays de l'Est. Cuba vivait bien, dans la mesure où plus de 80 % de ses échanges commerciaux se transigeaient avec le bloc socialiste. Malgré la rupture radicale, le système politique cubain a résisté aux pressions externes et internes qui souhaitaient une libéralisation complète, tant sur le plan politique qu'économique. Qualifiées de « période spéciale » par les dirigeants, les réformes économiques et politiques seront précédées d'une série d'assemblées publiques où des dizaines de milliers de Cubains et Cubaines débattront des difficultés et des moyens à mettre de l'avant pour assurer la pérennité du régime cubain.

Cuba entreprend alors une importante réforme de sa Constitution qui touchera les fondements mêmes du socialisme cubain. Initiés par la jeune garde du Parti, des changements importants sont introduits sur le plan économique afin d'accorder une plus grande place au marché. Intellectuels et praticiens se penchent alors sur la possibilité d'une cohabitation entre le marché et le socialisme. Les réformes sont majeures et entraînent une libéralisation dans des secteurs importants comme l'agriculture, la petite entreprise familiale, le tourisme et même le travail où le gouvernement cubain permet le développement de quelques zones franches. C'est aussi durant la période spéciale que le dollar américain est légalisé, entraînant ainsi une disparité importante au sein de la population entre ceux qui vivent en pesos et ceux qui ont accès aux dollars US. On assiste alors à un renversement de la pyramide sociale où les professionnels sont moins rémunérés que les travailleurs journaliers qui oeuvrent principalement dans l'industrie du tourisme. Cette ouverture au marché préserve cependant trois secteurs jugés clés, soit l'éducation, la santé et l'armée qui seront maintenues à l'abri des changements économiques.

Sur le plan politique la réforme de la Constitution met au rancart la rhétorique marxiste-léniniste. Bien que le Parti communiste détienne toujours le monopole exclusif de la représentation, la nouvelle Constitution supprime la référence au marxisme en faisant disparaître des notions comme la dictature du prolétariat ou le centralisme démocratique. Le nationalisme cubain et la lutte à l'impérialisme deviennent en quelque sorte la référence, revenant ainsi aux origines de la Révolution cubaine. Par contre ces changements n'ont pas été synonymes d'une plus grande

ouverture sur le plan politique, car Cuba reste un pays où la liberté d'expression demeure limitée aux seules instances reconnues par le pouvoir. L'absence d'une société civile forte et indépendante demeure une faiblesse majeure dans la construction d'une véritable démocratie politique.

L'ambivalence de la transition

Ces réformes majeures initiées à l'aube des difficultés économiques restent cependant incertaines. La deuxième réforme constitutionnelle de 2002 rend en quelque sorte « irrévocable le caractère socialiste du système politique et social établi dans la Constitution », tel que le soutient Christian Nadeau, de l'Observatoire des Amériques, dans son Étude socio-économique et politique : Cuba (1989-2005). Pour Fidel Castro, les choix effectués à l'endroit de l'économie de marché étaient de nature circonstancielle. « Castro n'a pas envie de moins de marché ; il préfère pas de marché du tout », estime pour sa part Volker Skierka, biographe de Castro. Ce changement de ton n'est pas étranger au durcissement du régime à l'endroit de la dissidence politique. En mars 2003, une vague d'arrestations et d'exécutions sont venues relancer le débat sur la question fondamentale des libertés individuelles. Récemment le Parti a lancé une campagne afin de contrer la corruption importante qui sévit dans le pays. Pilotée par les jeunes communistes, cette « bataille des idées » est menée auprès de la population afin de promouvoir les valeurs fondamentales de la Révolution. Ces « travailleurs sociaux », comme on les appelle à Cuba, sont en quelque sorte lancés à l'assaut d'un processus d'éducation politique.

Mais ce retour aux valeurs politiques du passé n'évacue pas des problèmes fondamentaux comme celui de l'expansion incontrôlée de l'économie parallèle ou de l'épineuse question des libertés politiques. C'est ce que soulignait à juste titre l'écrivain cubain qui réside à La Havane, Leonardo Padura, dans une entrevue au *Courrier international* : « La crise économique des années 1990 n'a pas été uniquement matérielle. En ce sens, je pense que les changements engagés sont profonds et irréversibles. La confiance monolithique et absolue que nous avons dans le socialisme et les mensonges dont nous avons été abreuvés pendant trente ans se sont écroulés avec le mur de Berlin. Nous avons découvert le vrai visage du socialisme européen. »

A cet égard, il serait plutôt étonnant que la Révolution cubaine fasse un retour dans le temps. Mais contrairement à ce que dit le poète Padura, il est moins certain que le socialisme en vogue à Cuba, du moins dans les officines du pouvoir, soit d'inspiration européenne. Au cours des dernières années, Cuba a multiplié ses relations économiques avec la Chine et profite d'une position extrêmement avantageuse dans ses nouvelles relations avec l'Amérique latine, particulièrement avec le gouvernement de Hugo Chavez. Le pétrole vénézuélien contre les médecins cubains et l'augmentation significative des échanges avec la Chine renforcent le positionnement des orthodoxes dans l'appareil d'État. Bon nombre d'experts considèrent que Cuba pourrait être tentée d'adapter le modèle chinois ou vietnamien conciliant ainsi libéralisme économique et autoritarisme politique.

D'autres pensent que la disparition éventuelle des frères Castro mettra un terme à l'infâme embargo qui sévit depuis plus de quarante ans contre Cuba. Condamné par l'ONU à de nombreuses reprises et maintenu malgré tout par Washington, ce blocus maintient délibérément une pression qui rend laborieuse toute réforme qui viserait à développer une véritable démocratie sociale et politique. À l'instar du Brésil de Lula et de sa politique nuancée, qui repose sur le dialogue et les relations économiques avec Cuba, le Canada saura-t-il se tenir loin de l'entêtement étatsunien et réclamer la mise en place de conditions qui faciliteront la transition ?